

Égypte : Sissi et le référendum - Tragique farce électorale

jeudi 2 mai 2019, par [AHMED Hoda](#) (Date de rédaction antérieure : 28 avril 2019).

Le président Sissi, non content d'avoir écrasé toute opposition, qu'elle soit frériste ou laïque, par une politique répressive encore plus brutale que celle de Moubarak, a tenu à assurer son pouvoir au-delà du mandat présidentiel prévu par la Constitution votée en 2014 en organisant un référendum de convenance.

Sommaire

- [Consolider les pouvoirs du \(...\)](#)
- [Un seul enjeu : le taux de \(...\)](#)
- [L'armée au-dessus de tout](#)

Conséquence de la révolution du 25 janvier 2011 et des 30 ans de règne de Moubarak, les députés avaient prévu un maximum de deux mandats successifs de 4 ans. Trop peu pour un dictateur sûr de son rôle irremplaçable pour protéger le pays du terrorisme et redonner à l'Égypte sa place internationale.

Consolider les pouvoirs du président

Le Parlement, saisi prétendument spontanément par quelques députés, a donc proposé des amendements constitutionnels permettant à Sissi de prolonger chacun de ses 2 mandats de 2 ans, puis de se représenter pour un 3^e mandat de 6 ans, c'est-à-dire de rester au pouvoir jusqu'en 2030. Modifications auxquelles s'ajoutent d'autres amendements tout aussi dangereux, puisque l'un d'eux donne la présidence du Conseil suprême de la magistrature au chef de l'État, qui nommera les présidents des principales juridictions, ainsi que le procureur général et le président de la Haute Cour constitutionnelle. Une façon pour lui de mettre au pas une profession qui lui avait infligé un camouflet en affirmant l'égyptianité de Tiran et Sanafir, les deux îles que Sissi avait données à l'Arabie saoudite.

Avant même le vote obtenu à une majorité écrasante au Parlement (485 sur 554) le 16 avril, on a vu toutes les rues des villes et des moindres villages se couvrir de banderoles et d'affiches aux couleurs de l'Égypte appelant à participer et à voter « juste », pour le bien du pays. Dès le 18 avril, les ÉgyptienEs de l'étranger étaient appelés à voter, puis les habitantEs du pays, le vote s'étalant sur trois jours et se terminant le 22 avril, sans possibilité pour quiconque de mener campagne pour le non.

Un seul enjeu : le taux de participation

Si l'issue du scrutin ne faisait aucun doute, la participation était, elle, un enjeu majeur pour le

pouvoir. Devant tous les bureaux de vote, décorés d'oriflammes, on avait droit à des sonos puissantes avec chanteurs et parfois danseurs. En plein centre-ville du Caire comme à Alexandrie, des camions sonos défilaient avec des refrains patriotiques, et des jeunes affublés de t-shirts à la gloire de Sissi et de l'Égypte. Les fonctionnaires comme les salariéEs avaient ordre de voter, et des minibus étaient mis à leur disposition pour rejoindre leurs bureaux de vote. Apparemment le résultat escompté au soir du premier jour n'était pas là et donc, le 2^e jour, on a vu, juste à côté des bureaux de vote, des stands où l'on distribuait des bons d'achat de produits alimentaires à ceux et celles qui faisaient la preuve qu'ils et elles avaient voté. À Alexandrie, c'est la chaîne de supermarchés Fathallah qui s'en est chargée, mais l'affluence de gens pressés d'avoir leur 100 livres égyptiennes (LE) de marchandises a été telle qu'ils ont dû fermer leurs magasins. Pas très surprenant quand on sait que le revenu mensuel moyen est de 1 200 LE (60 euros) et qu'à cause des conditions imposées par le FMI (baisse radicale ou même suppression des subventions sur les produits de base comme le pain), les prix ne cessent d'augmenter.

Tous ces efforts n'ont pas vraiment porté leurs fruits puisque les résultats annoncés officiellement, dès le lendemain du dernier jour de scrutin donnaient 88,8 % de oui, et donc, surprise tout de même, 4 millions de vote non, et 44,33 % de participation.

L'armée au-dessus de tout

La stabilité escomptée par cette révision de la Constitution risque de se trouver ruinée par un autre amendement adopté : l'armée sera « le défenseur et le garant de la Constitution, de la démocratie, des piliers de l'État civil, ainsi que des acquis du peuple et les droits et libertés des individus ». Considérablement renforcées après avoir destitué le seul président élu démocratiquement en 2013, les forces armées veulent étendre leurs pouvoirs. Toutes les causes ayant conduit à la révolution de 2011 étant toujours là, on peut tout à fait imaginer une armée lâchant Sissi, comme elle a lâché Moubarak en son temps, si jamais le peuple se soulevait à nouveau.

Perspective qui peut paraître lointaine tant la répression est brutale et surtout parce que, malgré toutes les violations des droits humains, Sissi est soutenu par tous les bailleurs de fond de son régime, depuis Trump qui parle de son « super boulot » jusqu'à l'Arabie saoudite en passant par la France, aucunement gênée de lui vendre des armes et des matériels de surveillance de la population.

Hoda Ahmed

P.-S.

• Créé le Mardi 30 avril 2019, mise à jour Mardi 30 avril 2019, 13:08 :
<https://npa2009.org/actualite/international/egypte-farce-electorale-tragique>